

Résumé de la réunion sur le Cadre de Partenariat Stratégique (CPF) 2016-2020 Le 4 novembre 2015, Tunis - 4:00 -5:30 p.m. – Donors and partners

Lieu de la consultation : Bureau de la Banque mondiale à Tunis.

Participants (Banque mondiale) : Marie-Francoise Marie-Nelly, Directrice pour le Maghreb, Eileen Murray, Représentante Résidente pour la Tunisie, Antoine Courcelles-Labrousse Représentant Résident de la SFI à Tunis, Fabrice Houdart, Chargé de portefeuille Maghreb et Philippe de Méneval, Chargé Principal de Programmes.

Participants: Sugimoto Oki (JICA), Karim Chabir (JICA), Rongjie Chen (Ambassade des Etats-Unis), Nick Collier (Ambassade UK), Francis Lemoine (Union Européenne), Ulrich Brunnhuber (EIB), Olivier Remond (Ambassade de France), Basma Barhoud (AFD), Armelle Lidou (UE).

Introduction

Présentation de la Stratégie par la Banque mondiale. La directrice pour le Maghreb Marie-Francoise Marie-Nelly, a tout d'abord décrit l'architecture de la stratégie régionale MENA de la Banque mondiale et ses quatre piliers. Puis elle a présenté la nouvelle stratégie et son lien avec la « *Note d'Orientation Stratégique* » développée par le Gouvernement. Enfin elle a mentionné les conclusions de ses visites de terrain, des consultations avec la société civile et les membres du Gouvernement. Mme Murray a mis l'accent sur la complémentarité et a indiqué l'intention de la BM de coordonner l'appui budgétaire pour la Tunisie.

Contenu de la discussion

Appui de l'Union Européenne. Mme Lidou de l'Union Européenne (UE) a indiqué sa satisfaction avec la coordination avec la Banque mondiale en Tunisie. L'UE a relevé la convergence des objectifs avec ceux du CPF. Elle a mentionné que l'UE, étant donné la fluidité du contexte Tunisien, a décidé de reconduire son [Cadre Unique d'Appui à la Tunisie](#) (2014-2015) d'une année supplémentaire (2016). Par ailleurs elle a indiqué que l'UE lancerait dès l'année prochaine son appui à la réforme de l'administration à travers l'appui budgétaire. Elle a aussi indiqué que l'appui à la décentralisation, prioritaire pour l'UE et condition nécessaire au développement local, a déjà été lancé et s'aligne avec celui de la Banque mondiale. Enfin ils ont mentionné leur appui à la gestion des dépenses publiques. Ulrich Brunnhuber de la BEI a rappelé que la BEI est le premier financeur international du développement en Tunisie qui a signé depuis janvier 2011, environ 1 milliard d'Euros de financements pour la mise en œuvre de projets dans les secteurs clefs de l'économie tunisienne tels que l'énergie, les PME, les infrastructures, l'éducation et le logement social. Il a mentionné la coopération avec l'ILO et le Ministère de l'équipement pour la création de l'emploi à travers les engagements dans l'infrastructure.

Allemagne/KfW/GIZ. L'Allemagne a mentionné la réunion de concertation entre la Tunisie et le G7 à New York en marge du Sommet mondial sur les objectifs du développement durable et la mise en place pour la première fois d'un mécanisme de suivi des recommandations du Sommet d'Elmau pour accompagner la Tunisie dans ses efforts visant à faire face aux défis économiques et sécuritaires. La [GIZ](#) a indiqué son engagement très fort dans le domaine de la décentralisation. La GIZ s'engage activement pour le développement des régions défavorisées de l'intérieur du pays. Pour ce faire elle conseille les partenaires tunisiens des différents secteurs en matière de décentralisation. Par ailleurs elle a mentionné que si l'appétit des donateurs dans le domaine de la réforme de l'administration est compréhensible : la qualité comptera plus que la quantité. Elle a mis en garde contre un potentiel manque de coordination dans ce domaine.

France. Olivier Rémond, Chef du Service Economique Régional, s'est interrogé sur l'appui au secteur touristique et particulièrement au tourisme de masse. Il a rappelé que le Tourisme haut-de-gamme ne peut être une solution à court terme et que le secteur du tourisme de masse reste un secteur clé. Mme Marie-Nelly a expliqué la logique de la Banque par rapport à ce secteur, l'échec de sa proposition de solution d'AMC et a souligné le besoin de faire une évaluation de la santé du secteur. Mme Murray a expliqué l'appui du don FEM au Projet d'Écotourisme et de Préservation de la Biodiversité Désertique. Enfin M. Courcelles-Labrousse a mentionné les interventions de la SFI en matière de rachat de la dette. L'AFD a souligné certaines de ses nombreuses activités opérationnelles en Tunisie tels que le renforcement des capacités, le soutien au développement des PME et aux dynamiques privées, la gestion intégrée des ressources en eau ou la protection des écosystèmes sensibles.

Japon et JICA. En dehors de l'appui à l'économie, le Japon soutient la sécurité et la transition démocratique. Le représentant décrit l'approche de JICA concernant la Tunisie : l'accent est mis sur 4 priorités le renforcement de la mise à niveau de l'industrie, l'environnement, le développement social et la réduction de la disparité entre les régions (JICA A appuyé le développement de 6 plans régionaux dans 6 gouvernorats avec ODS- l'office de développement du Sud) et enfin la coopération avec les pays africains et arabes.

USAID. Le représentant d'USAID a indiqué que son organisation est en train de développer sa stratégie pour la Tunisie. Il a discuté du fait que l'appui de l'USAID était jusqu'à maintenant un appui sur le court terme. Il a mentionné que l'USAID lancera un nouveau projet pour soutenir les petites entreprises et permettre de créer 2500 nouveaux postes d'emploi. Madame Marie-Nelly a mentionné sa compréhension que les Etats-Unis préparaient une garantie.

Conclusion. Mme Marie-Nelly a conclu en partageant sa compréhension que trois domaines sont prioritaires pour la coordination : i) la réforme de *l'administration publique*, ii) la *décentralisation* ; et iii) l'appui au *secteur privé*, la promotion de l'emploi et l'appui aux jeunes. Elle a suggéré de promouvoir la coordination par les bailleurs de fonds à travers des groupes de travail qui se réunissent en personne, des échanges d'information réguliers ainsi que via un outil de mapping des activités des bailleurs de fonds. L'AFD a répondu que deux plateformes existent déjà pour la microfinance et l'emploi qui fonctionnent et se réunissent trimestriellement. La Représentante de la Banque mondiale a indiqué que la Banque animait aussi une plateforme similaire pour l'Eau. Elle a aussi rappelé le rôle du Ministère de la Coopération ainsi que le Country Team des Nations Unies. Madame Marie-Nelly a partagé son expérience sur le Maroc en termes de concertation des Bailleurs de Fonds.